

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

2 AOÛT 1994

PROPOSITION DE DECLARATION

de révision de l'article 181 de la Constitution

(Déposée par M. Standaert)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

1. Introduction

Les libertins estiment qu'il y a lieu de revoir l'article 181 de la Constitution afin de parachever la séparation entre l'Eglise et l'Etat. La présente proposition fait partie d'un triptyque qui vise à parachever la séparation constitutionnelle et légale entre l'Eglise et l'Etat, à garantir le libre accès à toutes les fonctions religieuses sans distinction fondée sur la race, la couleur et le sexe ainsi qu'à instaurer l'école unique. Ce dernier objectif, à savoir l'instauration d'une école unique, c'est-à-dire d'un réseau d'enseignement unique, fera l'objet d'une proposition de décret distincte assortie d'une proposition de révision de la Constitution.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

2 AUGUSTUS 1994

VOORSTEL VAN VERKLARING

tot herziening van artikel 181 van de Grondwet

(Ingediend door de heer Standaert)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

1. Inleiding

De libertijnen zijn van mening dat er reden bestaat om artikel 181 van de grondwet te herzien, ter vervollediging van de scheiding tussen kerk en Staat. Dit voorstel van verklaring maakt deel uit van een drieluik : de vervollediging van de grondwettelijke en de wettelijke scheiding tussen kerk en Staat, het openstellen van alle ambten in de kerken zonder onderscheid te maken op grond van ras, kleur, geslacht en het streven naar de eenheidsschool. Het streven naar de eenheidsschool, één onderwijsnet zal het voorwerp zijn van een apart voorstel van decreet met de bijhorende grondwetsherziening.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

En déposant la présente proposition de déclaration visant à parachever la séparation entre l'Eglise et l'Etat, qui est étroitement liée à notre proposition de déclaration de révision de l'article 21 de la Constitution, les libertins tentent d'apporter une solution afin de mettre fin aux transferts financiers qui ont lieu chaque année entre les pouvoirs publics et les cultes reconnus par la loi et de restituer les propriétés et trésors de l'Eglise à leurs propriétaires légitimes. Une première étape dans la révision de la Constitution consiste à supprimer les protections constitutionnelles dont jouissent les cultes reconnus par la loi.

2. Le caractère unilatéral du respect mutuel

Les articles 19 et 20 de la Constitution reconnaissent à tout citoyen belge la liberté de pratiquer ou non un culte. Eu égard aux principes qu'honorent les libertins, nous estimons que ce droit fondamental est intangible : la libre pensée signifie penser sans aucune forme de contrainte morale et vaut donc également pour ceux qui souhaitent professer leur foi. Nous n'admettons, en matière d'éthique et d'esthétique, fondamentalement aucune forme d'autorité, certainement pas d'origine transcendente ou sacrée, mais nous respectons ceux qui pensent autrement. Le respect suppose toutefois la réciprocité. Or, c'est précisément ce principe de réciprocité que nous ne retrouvons dans aucune des grandes religions, ni aujourd'hui, ni par le passé. En tant que libertins, nous nous interrogeons sur l'utilité sociale de la religion et réclamons un débat à ce sujet. Nous sommes soutenus en cela par les millions de victimes passées, présentes et à venir des guerres de religion, croisades, inquisitions, fatwahs, jihads, sacrifices humains, persécutions, bannissements, tortures, camps de concentration, assassinats. Trop de crimes ont déjà été commis au nom d'un culte, d'une croyance ou de la vénération d'êtres supra et extraterrestres, de planètes, d'animaux, de statues, de montagnes, etc. L'aveu des fautes et des crimes laisse également beaucoup à désirer. Sans vouloir porter atteinte au droit à la liberté de culte, nous souhaitons engager le débat sur l'intolérance des religions à l'égard d'autres religions et à l'égard des agnostiques et des athées. La fatwah prononcée à l'égard de Salman Rushdie est, par exemple, inadmissible, de même que l'anathème jeté sur les homosexuels et les lesbiennes constitue une atteinte à la philosophie chrétienne, qui prêche l'amour du prochain. S'il est relativement admissible que l'Eglise catholique interdise à ses fidèles de pratiquer l'euthanasie, cette même Eglise devrait faire preuve d'un minimum de respect envers l'opinion de ceux qui pensent autrement. Le débat social sur des sujets aussi sensibles que l'euthanasie, le sida et l'avortement ne peut pas être bloqué par les manœuvres dilatoires de partis politiques amis, d'autant que l'Eglise est financée par la collectivité, et donc aussi grâce aux impôts payés par ceux qui pensent autrement.

Met het onderhavige voorstel van verklaring — nauw aansluitend bij ons voorstel van verklaring tot herziening van artikel 21 van de grondwet — ter vervulling van de scheiding tussen kerk en Staat pogen de libertijnen een oplossing te formuleren om de jaarlijkse financiële overdracht van de overheid naar de door de wet erkende erediensten stop te zetten en de kerkeigendommen en -schatten te restitueren aan hun rechtmatige bezitter. Een eerste, grondwettelijke, herziening bestaat er in om de huidige constitutioneel ingebouwde beschermingen van de door de wet erkende godsdiensten op te heffen.

2. De eenzijdigheid van het wederzijds respect

De artikelen 19 en 20 van de Grondwet erkennen dat elke Belgische burger de vrijheid heeft om al dan niet tot een eredienst toe te treden. Aan dit elementair grondrecht mag er, in functie van onze libertijnse principes, niet worden geraakt : vrijdenken betekent denken zonder enige vorm van morele dwang en geldt dus ook voor mensen die wensen een geloof te belijden. Wij aanvaarden op het domein van ethiek en esthetiek in wezen geen enkele vorm van autoriteit — en zeker geen transcendente of sacrale — maar kunnen wel respect opbrengen voor andersdenkenden. Respect houdt evenwel een principe van wederkerigheid in. En juist dat principe vinden wij bij de grote godsdiensten niet, noch vandaag, noch in het verleden. Als libertijn, stellen wij ons vragen omtrent het maatschappelijk nut van godsdienst en zijn we vragende partij om het debat te openen. Wij worden hierin gesteund door de vele miljoenen, vroegere, huidige en toekomstige slachtoffers van godsdienstoorlogen, kruisvaarten, inquisities, fatwahs, jihads, mensenoffers, vervolgingen, verbanningen, martelingen, concentratiekampen, moorden. In naam van een belijdenis, een geloof en de aanbidding van boven- en buitenaardse wezens, planten, dieren, beelden, bergen, enz. zijn reeds te veel misdaden begaan. Ook de erkenning van de fouten en misdaden laat veel te wensen over. Zonder afbreuk te willen doen aan het recht op godsdienstvrijheid willen wij toch de intolerantie van godsdiensten ten opzichte van andere godsdiensten en ten opzichte van agnostici en atheïsten ter discussie brengen. Zo is de fatwah ten opzichte van Salman Rushdie onaanvaardbaar. Net zoals het verketteren van homoseksuelen en lesbiennes een blaam is voor de christelijke filosofie die de naastenliefde predikt. Het is enigszins aanvaardbaar dat de katholieke kerk zijn volgelingen verbiedt euthanasie te plegen maar dezelfde kerk zou evenwel een elementair respect moeten opbrengen voor de mening van andersdenkenden. Het maatschappelijk debat rond gevoelige onderwerpen als euthanasie, aids en abortus mag niet blokkeren door de verdragingsmanoeuvres van bevriende politieke partijen, vooral wanneer die kerk gefinancierd wordt door de gemeenschap, onder meer met de belastingen van andersdenkenden.

3. *L'Eglise chez le plus brave de tous les peuples de la Gaule*

« En Belgique, la relation entre l'Eglise et l'Etat ne répond pas au principe de la séparation totale des pouvoirs » ⁽¹⁾.

« Les pouvoirs publics ne considèrent pas la religion comme une matière purement privée » ⁽²⁾. Ces deux petites phrases, extraites d'ouvrages juridiques, montrent que le divorce entre l'Etat et l'Eglise n'a pas encore été prononcé. A cet égard, le plus brave de tous les peuples de la Gaule est à la traîne par rapport à toute une série d'autres démocraties, où le divorce par consentement mutuel ou pour cause déterminée entre les deux institutions est déjà passé en force de chose jugée. En Gaule belge, quatre articles de la Constitution et près de 400 arrêtés royaux, arrêtés ministériels, lois, décrets, décrets impériaux, arrêtés du Régent, ordonnances, lois-cadres du Royaume des Pays-Bas, arrêtés de Guillaume d'Orange-Nassau, etc. régissent la situation financière des cultes reconnus.

Le résultat de cet écheveau de textes de loi est qu'environ 20 milliards de francs sont déposés chaque année dans les corbeilles et les troncs d'églises. Il s'agit là de la facture que l'église catholique présente à l'Etat et qui fait abstraction des recettes privées, telles que les dons et les legs, les collectes et le produit de la quête. Les trois quarts de ces lois datent toutefois d'avant le siècle des lumières, mais sont toujours en vigueur en Belgique, où le rationalisme, après 150 ans d'indépendance, ne s'est pas encore vraiment imposé. Neuf dixièmes de ces deniers publics sont d'ailleurs versés à l'église catholique romaine pour des « raisons historiques ».

Les libertins s'insurgent contre le fait que l'article 21 de la Constitution dispose que « l'Etat n'a le droit d'intervenir ni dans la nomination ni dans l'installation des ministres d'un culte quelconque », alors que l'article 181 de cette même Constitution prévoit que « les traitements et pensions des ministres des cultes sont à la charge de l'Etat » ⁽³⁾. Les 7 250 ⁽⁴⁾ épiphytes ⁽⁵⁾ et leurs immeubles coûtent chaque année 20 milliards de francs ⁽⁶⁾ à la collectivité, soit 5 % du

3. *De kerk in het land van de dappersten van alle Galliërs*

« De verhouding tussen Kerk en Staat in België wordt niet gekenmerkt door een volledige scheiding van de machten » ⁽¹⁾.

« De godsdienst wordt door de openbare macht niet aangezien als een zuivere privé-aangelegenheid » ⁽²⁾. Twee korte frases uit juridische werken die aantonen dat vaders Staat en moedertje kerk nog niet uit de echt gescheiden zijn. In vergelijking met een resem andere democratieën waar de echtscheiding tussen beide instituten hetzij door onderlinge toestemming, zo niet op grond van feiten, reeds kracht van gewijsde heeft, hinken de dapperste van alle Galliërs na. In Belgenland regelen een viertal grondwetsartikelen en een goeie 400 koninklijke besluiten, ministeriële besluiten, wetten, decreten, keizerlijke decreten, regentsbesluiten, ordonnantiën, basiswetten van het koninkrijk der Nederlanden, besluiten van Willem van Oranje-Nassau, enz. het financieel wel en wee van de door de wet erkende erediensten.

Het gevolg van dit ondoordringbaar kluwen van wetteksten heeft onder andere als resultaat dat jaarlijks plus/minus 20 miljard Belgische belastingfrankjes in de kerkschalen en de offerblokken rinkelen. Het betreft de rechtstreekse factuur van de katholieke kerk aan de overheid waarbij geen rekening gehouden wordt met de privé-inkomsten, zoals giften en legaten, stoeltjesgeld, collectes. Drie vierde van deze wetten dateren echter van voor de periode van het verlichte denken maar hebben nu nog steeds kracht van wet in Belgenland waar de « Aufklärung », na 150 jaren onafhankelijkheid, nog niet echt is doorgedrongen. Negen tienden van deze belastinggelden worden trouwens overgemaakt aan de rooms-katholieke kerk om « historische redenen ».

Wanneer de grondwet in artikel 21 stipuleert dat « de Staat niet het recht heeft zich te bemoeien met de benoeming of de installatie der bedienaren van enige eredienst » terwijl artikel 181 van diezelfde grondwet wel stelt dat « de wedden en pensioenen van de bedienaren der erediensten ten laste komen van de Staat » ⁽³⁾ komen de libertijnen in opstand. De 7 250 ⁽⁴⁾ epifyten ⁽⁵⁾ en hun gebouwen kosten de burgers jaarlijks 20 miljard frank ⁽⁶⁾, zijnde 5 procent

⁽¹⁾ J. Dujardin, *Handboek voor Gemeenterecht, Die Keure*, Gand, 1989, p. 280.

⁽²⁾ Beeke Frank, *De Gemeente in het brandpunt, Vormingscentrum Herman Vos*, Bruxelles, 1988, p. 138.

⁽³⁾ Voir, par exemple, la loi du 18 juillet 1990 relative aux traitements des titulaires de certaines fonctions publiques et des ministres des cultes (*Moniteur belge* du 5 septembre 1990, p. 16971).

⁽⁴⁾ INS, *Annuaire statistique* 1989, p. 509.

⁽⁵⁾ « Le parasitisme, la seule praxis de l'Eglise », Friedrich Nietzsche, *L'Antéchrist, De arbeiderspers*, Amsterdam, 1978, p. 114.

⁽⁶⁾ Grobben Jos, *De Prijs van God*, Knack, 23 septembre 1992, p. 16.

⁽¹⁾ J. Dujardin, *Handboek voor Gemeenterecht, Die Keure*, Gent, 1989, blz. 280.

⁽²⁾ Beeke Frank, *De Gemeente in het brandpunt, Vormingscentrum Herman Vos*, Brussel, 1988, blz. 138.

⁽³⁾ Zie bijvoorbeeld de wet van 18 juli 1990 betreffende de wedden van de titularissen van sommige openbare ambten en van de bedienaren van de erediensten (*Belgisch Staatsblad* van 5 september 1990, blz. 16971).

⁽⁴⁾ INS, *Statistisch Jaarboek* 1989, blz. 509.

⁽⁵⁾ « Het parasitisme als enige praxis van de Kerk », Friedrich Nietzsche, *De Antichrist, De arbeiderspers*, Amsterdam, 1978, blz. 114.

⁽⁶⁾ Grobben Jos, *De Prijs van God*, Knack, 23 september 1992, blz. 16.

déficit fédéral, alors que seulement 18 % des Belges vont encore chaque semaine à la messe ⁽⁷⁾.

Le législateur reconnaît donc l'existence de cultes qui répondent aux attentes religieuses d'une minorité ⁽⁸⁾. La loi provinciale (article 69, 9°) et la nouvelle loi communale (article 255, 9°) prévoient que les dépenses relatives aux fabriques d'église, consistoires, palais épiscopaux et séminaires sont adaptées « en cas d'insuffisance constatée des moyens de ces établissements » ⁽⁹⁾. Il s'agit, en l'occurrence, des dépenses engagées, par exemple, pour le pain liturgique ou les cierges et d'autres objets du culte. De plus, des logements sont encore mis à la disposition du clergé, et ce, aux frais de la collectivité. C'est cette même collectivité qui prend à sa charge 90 % des frais de restauration des monuments classés destinés aux cultes reconnus. Le fait que les communes ouvrent beaucoup moins volontiers leur bourse aux confessions non catholiques est tout à fait symptomatique de nos mœurs politiques.

4. Indépendance réciproque

« Il serait donc préférable d'organiser les rapports entre l'Eglise et l'Etat sur la base d'une indépendance réciproque » ⁽¹¹⁾. Chez nous, le principe de l'indépendance réciproque a pris une dimension nouvelle et peut être décrit comme, d'une part, une indépendance juridique et organisationnelle et, d'autre part, une totale dépendance financière. Ainsi, l'Eglise a, à tout moment, le droit de constituer de nouveaux évêchés et de nouvelles paroisses sans devoir demander l'assentiment des autorités civiles, bien que cette décision n'engage les autorités civiles qu'à partir du moment où elles ont marqué leur accord sur ladite décision par un texte de loi ⁽¹²⁾.

Les biens immobiliers de l'église qui ont été nationalisés sous la Révolution française ⁽¹³⁾ relèvent

van ons federaal deficit en dat voor slechts 18 % Belgen die zich nog één maal per week aangetrokken voelen door het klokkengelui ⁽⁷⁾.

In deze gedachtengang erkent de wetgever dus het bestaan van erediensten die voldoen aan de religieuze verlangens van een minderheid ⁽⁸⁾. Via de provinciewet (artikel 69, 9°) en de nieuwe gemeentewet (artikel 255, 9°) worden de uitgaven van de kerkfabrieken, consistories en bisschoppelijke kerken en seminaries bijgepast « wanneer de middelen van die instellingen ontoereikend blijven » ⁽⁹⁾. Het betreft hier dan zowel de uitgaven rond bijvoorbeeld het liturgisch brood ⁽¹⁰⁾ als de paraffinekaarsen en andere heilige voorwerpen toebehorende aan de eredienst. Bovendien worden ook nog woningen ter beschikking van de clerus gesteld en dat alles op kosten van de straat. Het is dezelfde straat of Staat, die mag opdraaien voor 90 % van de restauratiekosten van de beschermde monumenten bestemd voor de erkende erediensten. Kenmerkend voor onze politieke zeden is dat het opendraaien van de gemeentelijke financiële kraan opvallend minder welwillend verloopt indien de niet-katholieke godsdiensten om subsidiëring vragen.

4. Wederzijdse onafhankelijkheid

« De betrekkingen tussen Kerk en Staat kunnen dus beter worden geschetst in het licht van hun wederzijdse onafhankelijkheid » ⁽¹¹⁾. Bij ons heeft het principe van de wederzijdse onafhankelijkheid een nieuwe dimensie gekregen en kan het omschreven worden als enerzijds een juridische en organisatorische onafhankelijkheid en anderzijds een volledige financiële afhankelijkheid. Zo heeft de kerk te allen tijde het recht om nieuwe bisdommen en parochies op te richten zonder dat zij de instemming van het burgerlijk gezag behoeft, hoewel die beslissing pas de burgerlijke overheid verbindt wanneer deze via een wettelijk besluit hiermee haar akkoord heeft betuigd ⁽¹²⁾.

Onroerende goederen van de kerk die ten tijde van de Franse revolutie werden genationaliseerd ⁽¹³⁾,

⁽⁷⁾ *Het Belang van Limburg, De Belgen in de Kerk*, 3 mars 1992.

⁽⁸⁾ Frank Beeke, *op. cit.*, p. 138.

⁽⁹⁾ A. Mast, *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk recht*, E. Story-Scientio, Gand, 1985, p. 555.

⁽¹⁰⁾ Voir, par exemple, l'arrête royal du 12 juillet 1989 fixant les modèles des budgets et des comptes à dresser par les conseils de fabriques d'église du culte orthodoxe (*Moniteur belge* du 5 août 1989).

⁽¹¹⁾ Mast, *op. cit.*, p. 555.

⁽¹²⁾ Par exemple la loi du 5 avril 1962 reconnaissant les modifications de l'archevêché de Malines et la création de l'évêché d'Anvers.

⁽¹³⁾ Voir les décrets des 2-4 novembre 1789 et 28 octobre - 5 novembre 1790.

⁽⁷⁾ *Het Belang van Limburg, De Belgen in de Kerk*, 3 maart 1992.

⁽⁸⁾ Frank Beeke, *op. cit.*, blz. 138.

⁽⁹⁾ A. Mast, *Overzicht van het Belgisch Grondwettelijk recht*, E. Story-Scientio, Gent, 1985, blz. 555.

⁽¹⁰⁾ Zie bijvoorbeeld het koninklijk besluit van 12 juli 1989 tot vaststelling van de modellen van de begrotingen en rekeningen op te maken door de kerkfabriekraden van de orthodoxe dienst (*Belgisch Staatsblad* van 5 augustus 1989).

⁽¹¹⁾ Mast, *op. cit.*, blz. 555.

⁽¹²⁾ Zie bijvoorbeeld de wet van 5 april 1962 houdende erkenning van de wijzigingen aan het aartsbisdom Mechelen en van de oprichting van het bisdom Antwerpen.

⁽¹³⁾ Zie de Decreten van 2-4 november 1789 en van 28 oktober - 5 november 1790.

aujourd'hui⁽¹⁴⁾ du patrimoine communal. La commune est légalement tenue de les mettre à la disposition de l'autorité religieuse locale afin que celle-ci puisse y exercer sa liberté constitutionnelle du culte. L'indépendance mutuelle est donc totalement inexistante.

On relèvera, dans le même cadre, l'étonnant droit coutumier selon lequel le clergé — c'est-à-dire les dignitaires des religions reconnues par la loi — assiste, au pied du trône royal, à la prestation de serment de tout nouveau Roi. Or, l'article 111 du Règlement de la Chambre dispose que : « Nulle personne étrangère à la Chambre ne peut, sous aucun prétexte, s'introduire dans l'enceinte où siègent les membres de la Chambre ».

Autre exemple de l'ambivalence de la relation entre l'église et l'Etat, le Pape, même lorsqu'il effectue une visite privée ou pastorale, doit être accueilli en chef d'Etat dans notre pays avec les onéreuses cérémonies protocolaires que cela implique.

5. Vers une véritable séparation de corps

Les libertins refusent catégoriquement de considérer la religion comme un espace social intermédiaire dans lequel les autorités doivent assurer certaines tâches — que la religion n'est pas en mesure d'exécuter elle-même. Pour Spinoza, il était depuis longtemps manifeste qu'une nette séparation s'imposait entre les églises et l'Etat⁽¹⁵⁾. Selon Locke, l'Etat ne pouvait intervenir dans les affaires non politiques⁽¹⁶⁾. Dans notre pays, l'imbrication de l'Eglise et de l'Etat a eu jusqu'à présent « pour objet de faire passer les laïcs sous la dépendance la plus absolue du clergé »⁽¹⁷⁾, « l'importance du prêtre (primant) toujours celle de l'Etat »⁽¹⁸⁾, ce qui ne cadre pas avec le déconstructivisme postmoderne⁽¹⁹⁾, en vertu duquel l'homme égotiste doit être libre.

Si l'on veut véritablement séparer l'Eglise et l'Etat, on peut suivre les recommandations de Godefroy : « Que ceux qui veulent des prêtres les paient ! »⁽²⁰⁾. Selon Rossay, même l'apôtre Pierre a dû subvenir à ses besoins : « Pierre fut accueilli bras

making vandaag⁽¹⁴⁾ eigendom uit van het gemeentelijk patrimonium. De gemeente is wettelijk verplicht deze ter beschikking te stellen van de lokale kerkelijke overheid om er haar grondwettelijke vrijheid van eredienst in uit te oefenen. De wederzijdse onafhankelijkheid is dus werkelijk onbestaand.

Vreemd, in hetzelfde kader, is het gewoonterecht dat bijvoorbeeld tijdens de eedaflegging van een nieuwe Koning, de clerus — meer bepaald de hogere gezagsdragers van de door de wet erkende godsdiensten — aanwezig is aan het voeteneinde van de koninklijke troon. Niettemin stipuleert artikel 111 van het kamerreglement : « Geen buitenstaander mag, onder welk voorwendsel ook, de zaak betreden waar de leden van de Kamer vergaderd zijn ».

Een ander voorbeeld van de tweeslachtige verhouding tussen kerk en Staat is het bezoek van de paus die als staatshoofd met de nodige dure protocolaire ceremonies ontvangen dient te worden, zelfs indien hij een privé of pastoraal bezoek aflegt.

5. Naar een echte scheiding van tafel en bed

Het concept dat godsdienst een maatschappelijk middenveld is met taken die de overheid moet garanderen — maar ze zelf niet kan uitvoeren — wordt door de libertijnen helemaal verworpen. « Voor Spinoza was het reeds lang duidelijk dat er tussen de Kerken en de Staat een strakke scheiding moest komen »⁽¹⁵⁾. De Staat mocht zich volgens Locke niet bemoeien met niet-politieke zaken⁽¹⁶⁾. De verstrenghing van kerk en Staat heeft in ons land tot op heden « pour objet de faire passer les laïques sous la dépendance la plus absolue du clergé »⁽¹⁷⁾ waardoor « het belang van de priester altijd sterker zou zijn dan dat van de Staat »⁽¹⁸⁾. En dit past niet in het licht van een waar postmodern deconstructivisme⁽¹⁹⁾ waarbij de egotische mens vrij dient te zijn.

Wil men een reële scheiding van kerk en Staat bewerkstelligen dan kan men de aanbevelingen van Godefroy opvolgen : « Que ceux qui veulent des prêtres les paient ! »⁽²⁰⁾. Volgens Rossay moest apostel Petrus immers ook zichzelf onderhouden : « Petrus

⁽¹⁴⁾ Selon V. Vandermoere, ils ont en effet été transférés aux communes « en vertu de la loi du 18 germinal de l'an X (8 avril 1802) », *Kerkbesturen, Die Keure*, Bruges, 1990, p. 66.

⁽¹⁵⁾ Commers Ronald, *Het vrije denken*, VUB Press, Bruxelles, 1991, p. 186.

⁽¹⁶⁾ HES Wolring, *Politieke filosofie*, Aula — Het Spectrum, Utrecht, 1993, p. 137.

⁽¹⁷⁾ Claude Henri de Saint Simon, *Œuvres, Tome III, Nouveau Christianisme*, Anthopos, Paris, p. 124.

⁽¹⁸⁾ Jean-Jacques Rousseau, *Du contrat social*, Wereldbibliotheek, Amsterdam, 1953, p. 153.

⁽¹⁹⁾ Leo Apostel, *Gebroken Orde*, Kritak, Louvain, 1992, p. 112.

⁽²⁰⁾ Godefroy, *La nation grevée constitutionnellement par une religion*, 1792 in : Alex Mellor, *Histoire de l'anticléricalisme français*, Mame, Paris, 1966, p. 25.

⁽¹⁴⁾ Ze werden immers aan de gemeenten overgedragen « op grond van de wet van 18 germinal jaar X (8 april 1802) », *Kerkbesturen, Die Keure*, Brugge, 1990, blz. 66.

⁽¹⁵⁾ Commers Ronald, *Het vrije denken*, VUB Press, Brussel, 1991, p. 186.

⁽¹⁶⁾ HES Wolring, *Politieke filosofie*, Aula — Het Spectrum, Utrecht, 1993, blz. 137.

⁽¹⁷⁾ Claude Henri de Saint Simon, *Œuvres, Tome III, Nouveau Christianisme*, Anthopos, Parijs, blz. 124.

⁽¹⁸⁾ Jean-Jacques Rousseau, *Het maatschappelijk verdrag*, Wereldbibliotheek, Amsterdam, 1953, blz. 153.

⁽¹⁹⁾ Leo Apostel, *Gebroken Orde*, Kritak, Leuven, 1992, blz. 112.

⁽²⁰⁾ Godefroy, *La nation grevée constitutionnellement par une religion*, 1792 in : Alex Mellor, *Histoire de l'anticléricalisme français*, Mame, Parijs, 1966, blz. 25.

ouverts à Rome et, immédiatement, on lui chercha un logement et un travail convenable afin qu'il pût entretenir sa famille et n'être à la charge de personne » ⁽²¹⁾. Le principe de « l'utilisateur payeur » a d'ailleurs été appliqué en France dès avant 1795 : les paroissiens étaient obligés de contribuer aux frais du culte ⁽²²⁾. Nous tenons à réintroduire ce principe.

Le régime de l'impôt d'église étant contraire au principe libertin de non-discrimination, la seule solution consiste à supprimer toutes les lois relatives aux conséquences financières de la reconnaissance des cultes et à restituer la pleine propriété des églises aux autorités ecclésiastiques. Les églises devront désormais veiller à subvenir à leurs propres besoins sans plus jamais solliciter d'aide financière des autorités. Cette mesure nous paraît être de nature à réaliser la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Sur le plan légistique, il y a lieu d'abroger l'article 181 de la Constitution. Les 400 autres décrets, lois et arrêtés seront abrogés dans une proposition de loi distincte.

PROPOSITION DE DECLARATION

Les Chambres déclarent qu'il y a lieu à révision de l'article 181 de la Constitution.

30 juin 1994.

werd met open armen ontvangen in Rome en dadelijk werd er voor hem uitgekeken naar logies, naar behoorlijk werk zodat hij zijn familie kon onderhouden en niemand tot last moest zijn » ⁽²¹⁾. Het principe « de gebruiker betaalt » werd immers reeds voor 1795 in Frankrijk toegepast doordat de parochianen verplicht werden bij te dragen in de kosten van de eredienst ⁽²²⁾. En dit principe willen wij hier en nu opnieuw invoeren.

Daar een systeem van kerkbelasting zondigt tegen het libertijnse non-discriminatiebeginsel, rest er ons enkel alle wetten met betrekking tot de financiële gevolgen van de erkenning van de erediensten af te schaffen en de kerkgebouwen in volle bezit aan de kerken te restitueren. De kerken dienen voortaan maar zelfbedruipend te zijn zonder ooit nog een beroep te mogen/kunnen doen op de financiële hulp van de overheid. Hiermee lijkt ons een volledige scheiding tussen kerk en Staat doorgevoerd. Legistiek technisch beschouwd dienen wij hiervoor artikel 181 van de grondwet op te heffen. De 400 andere decreten, wetten en besluiten worden in een apart wetsvoorstel opgeheven.

L. STANDAERT

VOORSTEL VAN VERKLARING

De Kamers verklaren dat er reden bestaat tot herziening van artikel 181 van de Grondwet.

30 juni 1994.

L. STANDAERT

⁽²¹⁾ Mathieu Rossay, *De ware geschiedenis van de pausen*, Coda, Anvers, 1993, p. 12.

⁽²²⁾ Mast, *Overzicht van het Belgisch Administratief Recht*, E. Story-Scientia, Gand, 1986, p. 468.

⁽²¹⁾ Mathieu Rossay, *De ware geschiedenis van de pausen*, Coda, Antwerpen, 1993, blz. 12.

⁽²²⁾ Mast, *Overzicht van het Belgisch Administratief Recht*, E. Story-Scientia, Gent, 1986, blz. 468.